

## MODEM

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

*Que pensez-vous faire pour l'équilibre EST-OUEST (équipements, emplois, logements, transports ...) dans notre région ?*

L'Ile-de-France concentre sur son territoire presque 20% de la population française, environ 30% du P.I.B., plus de 40% du potentiel de recherche. Face à ces atouts, on constate cependant des déséquilibres entre l'Ouest et l'Est de plus en plus importants et une dégradation des conditions de vie sans précédent (temps de transports, coût du logement, inégalité d'accès au service public, etc.).

Tous les indicateurs, que ce soit de développement, de revenu fiscal, de transport, de qualité de vie, nous ont conduits à soutenir dans notre projet le rééquilibrage du développement de l'Ile de France, trop de richesse et d'emplois se concentrant en trop peu de points de la Région au détriment de tous les autres. **Nous proposons de rapprocher l'emploi de l'habitat, au sein de bassins de vie à taille humaine, plus petites que l'ensemble de la région, via des intercommunalités.** Nous sommes l'une des rares régions d'une si grande taille démographique en Europe. Il ne s'agit pas simplement d'un rééquilibrage entre l'Ouest et l'Est. Il s'agit de quitter comme seul principe d'aménagement la concentration des activités économiques en un petit nombre de lieux, ce qui conduit à augmenter sans cesse le temps de déplacement, à rendre inadéquat notre système de transports, et à créer des charges nouvelles trop fortes pour nos collectivités publiques, qui se transforment inéluctablement en augmentation de la fiscalité ou de l'emprunt.

Si on rapproche l'emploi de l'habitat, ce qui est possible pour un très grand nombre de PME de production ou de service, si l'on re-fabrique du local, on ne se trouvera plus dans l'impossibilité d'aménager avec 30 ans de retard une région pour y vivre ou y travailler, comme c'est le cas aujourd'hui. On fabriquera collectivement à l'échelle infra-régionale des bassins de vie, une qualité de vie qui donnera accès à un logement, un emploi, des services publics et privés, on re-fabriquera du temps libre pour la famille, les loisirs, les activités associatives et civiques. On situera l'économie dans une autre perspective qui est celle, plus naturelle, d'organiser la production et la distribution des biens et services avec efficacité, pour servir l'individu, la famille et la collectivité.

Nous proposons donc un nouveau modèle de développement régional, enraciné dans les attentes des Franciliens. Nous voulons en ce sens repenser notre système de transports et le rendre fonctionnel, propre et convivial plutôt que de créer toujours de nouvelles lignes comme le Grand Paris de Christian Blanc. La guérilla entre droite et gauche, entre majorité régionale et gouvernement, a eu un impact très négatif pour l'Île-de-France. En paralysant des décisions essentielles, comme sur les transports ou l'aménagement du territoire, ces luttes stériles n'ont pas permis de faire les transformations profondes dont notre région a maintenant besoin. Nous ne pouvons pas continuer indéfiniment à concentrer les emplois en quelques endroits, à construire toujours plus de voies de transport forcément saturées

**Chaque Francilien aspire à retrouver une véritable qualité de vie, du temps pour soi et sa famille, de l'espace pour respirer. Pour tous les actifs, un emploi, élément essentiel de la qualité de vie. Pour ceux qui en ont le plus besoin, un accès égal aux biens essentiels. Dans notre vision, un emploi, un service, un commerce, un équipement sportif ou culturel doit être à moins de 30 minutes de chez soi.**

### TRANSPORTS

*Pour développer les transports en commun, comptez-vous augmenter la pression tarifaire sur les usagers franciliens ou bien comptez-vous rechercher des financements "externes" (fiscalité écologique, péage urbain ... )*

*Les nouvelles technologies (Navigo) doivent-elles être utilisées pour mieux tracer les usagers et les faire payer plus, ou bien pour mettre en place une tarification plus juste ? Par exemple en mettant en œuvre les prolongements de parcours, pour mettre fin à la double tarification des usagers lorsqu'ils sortent de leurs zones de carte orange.*

Rendre le transport gratuit pour tous, c'est autant d'argent qui n'est pas investi pour faire face à l'urgence de rénover le métro, le RER et les trains. Les Franciliens veulent d'abord des trains à l'heure, propres et sûrs. C'est pourquoi la politique tarifaire de la RATP et de la SNCF doit être adaptée à notre quotidien et d'abord aider les plus défavorisés, en particuliers les personnes au RMI-RSA ou ceux en recherche d'emploi (en fonction de leurs ressources). Nous maintiendrons donc la politique sociale tarifaire actuelle.

Pour les jeunes, qui circulent beaucoup, ont peu de ressources et constituent un vivier de talents pour la Région, **nous élargirons l'accès à la carte Imagin'R** à tous ceux de moins de 26 ans non salariés.

Pour encourager la mobilité de tous au sein de la Région, mais aussi le tourisme en dehors des sites les plus connus, **la carte Navigo sera « dézonée »** (utilisable sur l'ensemble du réseau) les weekends et en périodes de vacances.

Il faut aussi **simplifier l'utilisation de la carte Navigo**. C'est pourquoi son utilisation sera étendue, notamment aux TER et dessertes de grande ligne, ainsi qu'aux stationnements relais dans les gares que nous développerons.

Nous voulons aussi intégrer l'ensemble du système de transport de la région, afin de proposer une offre de transport lisible et complète aux Franciliens. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF) est l'autorité compétente qui actuellement organise, coordonne et finance les transports publics de voyageurs en Île-de-France. **Nous élargirons ses missions à l'ensemble des transports collectifs par bassins de déplacements et aux services alternatifs à la voiture particulière** : covoiturage, auto-partage, taxis et assimilés, deux-roues, et les parcs de stationnement relais, pour que la carte NAVIGO soit la carte de la mobilité quel que soit son lieu d'habitation.

Une moyenne d'une heure et demie de vie quotidienne pour les Franciliens (et près de 3 heures pour les cadres), 180 km de bouchons chaque matin, les transports ne peuvent être l'objet d'un simple affrontement droite-gauche qui paralyse évidemment toute décision. Ainsi, la seule idée du gouvernement pour la Région a été de proposer sans aucune concertation la construction d'une double boucle de métro automatique ruineuse, entre des gares inexistantes, à l'horizon 2030 (projet du Grand Paris).

Nous voulons :

- Des transports collectifs fiables. Assez des « incidents techniques » à répétition : Il faut **refaire marcher l'existant** ! Nous mettrons en œuvre un plan d'urgence (doublement du budget, soit 50 millions d'euros d'investissement supplémentaires par an) pour remettre à niveau les infrastructures et matériels des transports en commun, moderniser les points du réseau vétustes (rail, signalisation) et parfois dangereux, et ainsi garantir la **punctualité** et la **régularité** du service ;
- Des transports désaturés : Nous généraliserons les rames à double étage et connecterons les grands axes et les gares Saint-Lazare et Montparnasse pour désaturer les lignes de métro et RER A et B... **Nous affecterons 70% des investissements à la petite et à la grande couronne** (au lieu de 50% aujourd'hui), tandis que **1 000 bus propres supplémentaires seront disponibles** sur les lignes de banlieue à banlieue ;
- Des transports collectifs plus accessibles grâce à la **circulation continue du métro, tram bus et RER vendredi et samedi soir** ;
- Des transports plus prévisibles : Nous mettrons en place un **système unique d'information des voyageurs sur le trafic (IdF Trafic 24/24)**, mis à jour en temps réel, intégrant tous les modes de transport collectif, et indiquant les temps d'attente et de parcours. Nous exigerons de la part des partenaires transports **une information immédiate en cas d'incident** ;
- Des transports plus sûrs en renforçant les équipes de la **police des transports**.

Sur la base de la technologie du pass Navigo, nous voulons aussi examiner la faisabilité d'un **système de remboursement/déduction de l'abonnement (pass Navigo) pour un montant en centimes à déterminer sur chaque retard (5 à 10 mn)** sur le trajet type domicile travail dès le 3<sup>ème</sup> retard mensuel.

Enfin, les efforts pour rendre les Transports Collectifs accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) sont encore bien insuffisants pour espérer atteindre les objectifs fixés par la loi de 2005 sur le Handicap, même

s'il convient d'être réaliste en raison de l'ampleur des travaux nécessaires. La région a défini en 2009 un plan ambitieux de mise en accessibilité des transports en commun, notamment sur les bus et le Transilien. Nous nous engageons à **respecter les engagements pris par l'intermédiaire du STIF**, et à convaincre les autres parties prenantes (Réseaux ferrés de France, la SNCF, les collectivités locales) à en faire de même.

## AGRICULTURE, ALIMENTATION :

*Le conseil régional finance un organisme : le CERVIA (centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire). Comment voyez-vous les missions de cet organisme ?  
Doit-il y avoir une place plus grande pour les consommateurs et l'éducation alimentaire ?*

Avec l'aide du CERVIA, nous voulons maintenir **une agriculture de proximité**, incluant une part de biologique, avec un label régional mis au point avec les distributeurs pour mettre en avant notre agriculture locale et favoriser les circuits courts de distribution et de consommation. Cela favorisera toute la filière, en particulier les agriculteurs et les consommateurs.

Les territoires ruraux, agricoles et forestiers occupent encore près de 80% du territoire de la Région et constituent un formidable potentiel économique. L'agriculture pour sa part joue un rôle essentiel pour les paysages, l'environnement et bien entendu pour nourrir la population la plus concentrée d'Île-de-France. Or les tendances actuelles, si on les laisse aller, conduiront à la repousser plus loin, donc à augmenter le transport et les coûts; elles conduiront également à intensifier encore une agriculture devenue polluante pour la nappe phréatique comme pour les nappes profondes.

Nous faisons plusieurs propositions, notamment :

- favoriser les filières courtes entre les zones urbaines et rurales, **les labels « Île-de-France »** et le courtage des ventes des agriculteurs, ce qui facilitera le maintien d'une **agriculture de proximité**, comme sur le plateau de Saclay et une meilleure marge des agriculteurs par rapport à la distribution. Cela favorisera au total les consommateurs.
- promouvoir le développement de la **bio-agriculture**, moins polluante et protégeant les nappes d'eau. La Région pourrait ici être exemplaire pour approvisionner la restauration des lycées. L'éducation alimentaire des jeunes pourrait être aussi renforcée de cette manière
- développer une agriculture citoyenne et l'éducation alimentaire à travers des « **agriparcs** » pratiquant et montrant l'agriculture sous tous ses aspects.

## FORMATION CONTINUE

*La formation est une compétence du conseil régional. Quels dispositifs comptez-vous mettre en place pour développer un droit réel à la formation et des actions de formation pour les bénévoles associatifs, notamment pour les associations régionales ?*

**En matière de formation, nous voulons prendre en charge l'orientation des lycéens, avec le programme « Passeport Découverte »**, qui aidera à l'orientation de tous ceux qui veulent découvrir les métiers de leurs départements, avec des jeunes retraités-intervenants, par des conventions avec les services « jeunesse » des municipalités et les fédérations professionnelles ;

**Nous voulons aussi revaloriser l'apprentissage** dans une relation plus étroite avec le tissu économique local, vers des filières d'avenir et non des voies de garage, avec une aide régionale pour les stages et débouchés à la fin de la formation (forums et rencontres avec les entreprises, contractualisation...);

**Parce que le droit à la formation tout au long de la vie est fondamental, nous voulons doubler le nombre d'écoles de la seconde chance** pour mieux réintégrer les élèves en situation d'échec et renforcer les « **écoles des parents** », pour humaniser l'information des familles sur les secteurs, les métiers pour leurs enfants et les filières de formation pour y parvenir.

**Enfin, pour les bénévoles et les associations et de la société civile, notamment régionales,** nous souhaitons renforcer leur rôle en **développant leurs formations à travers le Conseil Régional et les validations d'acquis d'expérience.** Nous voulons aussi **ouvrir les lycées le soir** pour qu'elles puissent avoir des lieux de réunion.